

## De *gaashaanqaad* à *mooryaan* : quelle place pour les jeunes en Somalie ?

Mohamed Mohamed-Abdi \*

« Tant qu'un fils peut sauter plus haut qu'un arbre,  
il peut sauter par-dessus la raison. »

Proverbe somali.

En territoire somali, le système des classes d'âge prenait en charge, de façon traditionnelle, les jeunes (*kuray* et *gaashaanqaad*) pour en faire des adultes et les intégrer à la société. Or, depuis décembre 1990-janvier 1991, la grande majorité du territoire somali, le territoire somalien de la République de Somalie, est en proie à la guerre civile. Au cours de la phase la plus intense du conflit (de 1991 à 1995), des jeunes, surnommés *mooryaan*, *dayday*, *jirri*, *dhafoor-qiiq* par les Somali, ont occupé le devant de la scène. « Chair à canon » et bras armés des chefs de guerre, leurs actes d'une violence extrême n'ont cessé d'intriguer les observateurs extérieurs. Pour tenter de comprendre ce déferlement de barbarie, il est nécessaire d'analyser le processus d'évolution qui, partant d'une prise en charge structurelle des jeunes par la société, a abouti à leur marginalisation et à leur révolte sanglante. L'actualité s'est arrêtée un temps sur le cliché des violences sans nom perpétrées par ces jeunes, mais leur histoire personnelle se poursuit. Aujourd'hui, alors que la conférence d'Arta (Djibouti, mars-septembre 2000) semble avoir débouché sur un processus de paix et de reconstruction partant de la société elle-même, il est nécessaire de s'interroger sur la place que celle-ci est prête à accorder à ses jeunes et sur les moyens qu'elle voudra mettre en œuvre pour que ceux-ci veuillent bien « rentrer dans le rang ».

### Être jeune dans la société traditionnelle somali(enne)

L'observation des faits sociaux en territoire somali montre un fonctionnement selon deux modes quasiment distincts : un mode ancré dans la tradition, se perpétuant vaille que vaille dans les campagnes et les (petites) villes de l'intérieur, et un mode citadin côtier fondé sur les coutumes et les habitudes des communautés fort diverses qui s'y sont installées (somali, perses, pakistanaises, arabes, européennes...).

---

\* Anthropologue, IRD.

La prise en charge des jeunes est également distincte, mais s'intègre et s'articule à l'intérieur des diverses stratifications de la société somali.

### *Stratifications et identités*

Pour un Somali, il existe trois grands modes d'identification. Le premier, le plus employé, partage le peuple somali, et par conséquent le peuple somalien, selon huit grandes confédérations « lignagères » : Darod, Isak, Rahanweyn, Dir et Hawiye pour la caste des guerriers (*waranle*), Sheikhal, Ashraf et Aw Hasan Kalweyn pour la caste des religieux (*wadaad*). Chaque confédération se subdivise en plusieurs tribus, clans et sous-clans. Ainsi, les Marehan, les Majerten, les Ogaden font partie des Darod; les Habar Gidir et les Abgal sont Hawiye; les Rahanweyn rassemblent les Digil et les Mirifle. Les subdivisions correspondent chacune à des niveaux distincts d'entraide et de solidarité auxquels un groupe peut faire appel, à l'intérieur de sa confédération, en fonction des circonstances. Ce système inclut, mais dans le non-dit, les membres de la caste marginale des corps de métier (*waable*) et ceux de la minorité des *reer Baarre* bantous qui, les uns comme les autres et jusqu'à un passé très récent, ne pouvaient s'identifier qu'à travers les clans « nobles » (*waranle* et *wadaad*) dont ils dépendaient<sup>1</sup>. Les populations citadines d'origine non somali en sont exclues et sont dites *gibil cad* (« peaux blanches »).

Le second mode d'identification est la toile de fond du premier et se décline en classes sociales, lesquelles sont regroupées en castes (*waranle*, *wadaad* et *waable*) pour la population somali et en minorités, pour les populations d'origine non somali (*reer Baarre* et *gibil cad*). L'appartenance à une classe sociale est héréditaire (par le père) et détermine les activités économiques de la majorité des individus (pastoralisme ou agropastoralisme pour les *waranle*, enseignement religieux pour les *wadaad*, métiers artisanaux pour les *waable*, agriculture pour les *reer Baarre* et commerce pour les *gibil cad*). Les mariages sont permis entre *waranle*, *wadaad* et *gibil cad* tandis que les *waable* et les *reer Baarre* ont pendant longtemps été contraints à des mariages purement intracommunautaires.

Enfin, un Somali peut aussi se faire reconnaître par la classe d'âge *gada* à laquelle il appartient<sup>2</sup>. Les classes d'âge masculines sont : *carruur* (0 à 7 ans), *kuray* (7 à 12-15 ans), *gaashaanqaad* (12-15 à 22 ans), *gadhmodoobe* (22 à 35 ans), *jilib culus* (35 à 50 ans) et *duq* (au-delà de 50 ans). Les classes d'âge féminines sont respectivement : *carruur*, *foodley*, *sindheer*, *bilcan*, *marwo* et *habar*. À l'intérieur d'un clan ou d'une région, les membres d'une même classe d'âge sont solidaires et constituent un groupe de soutien mutuel. Ils ont les mêmes devoirs vis-à-vis de la communauté, mais en retirent aussi les mêmes droits. Bien qu'initialement, le système

1 Un article a été consacré aux mutations sociales qui aboutissent aujourd'hui à la reconnaissance des castes marginales et des minorités [Mohamed-Abdi, 2000].

2 Le terme *gada* signifie « âge » mais aussi « expérience ». Le système *gada* divise la population en classes d'âge et de sexe, système qui a sans doute des liens avec le système *gada* des populations Borana Oromo voisines, décrites par Asmarom Legesse [1973]. Il ne s'agit pas ici de mener une comparaison mais uniquement d'évoquer, dans son ensemble, une des structures de la société somali.

*gada* n'ait été applicable qu'aux populations somali, il est aujourd'hui généralisé, au moins dans l'utilisation des termes désignant les classes d'âge, à l'ensemble des populations présentes en territoire somali.

### *Prise en charge de l'éducation des jeunes*

Selon la tradition, être jeune, c'est appartenir à l'une des deux classes d'âge correspondantes : *kuray* et *gaashaanqaad* pour les garçons, *foodley* et *sindheer* pour les filles.

L'enfant quitte le giron maternel lors de la cérémonie du *gudmo* (séparation), correspondant à l'excision pour la fille, à la circoncision pour le garçon. Ils entament alors un apprentissage d'une quinzaine d'années qui fera d'eux des jeunes adultes : *gadhmodoobe* (menton noir) et *bilcan* (femme). La distinction entre les sexes est très informelle jusqu'au moment du *gudmo* et se fait par la tenue vestimentaire et la coiffure. Les petits garçons vont nus ou portent une pièce de toile sur les reins ; ils ont le crâne rasé, à l'exception d'une crête sur le sommet du crâne partant du front et descendant légèrement sur l'arrière. Les petites filles sont vêtues d'une robe ou d'un morceau de tissu qui entoure tout le corps et noué sur l'épaule gauche ; leurs cheveux sont rasés, à l'exception d'une touffe ronde sur l'avant ou au sommet du crâne. Les enfants sont indistinctement désignés par *cunug* (bébé) ou *carruur* (jeune enfant). En fait, tout se passe comme si les enfants, de la naissance jusqu'au *gudmo*, étaient « asexués », c'est-à-dire sans réelle identité sexuelle. La séparation *gudmo* éloigne la fille de sa parenté masculine avec laquelle elle entretient désormais des relations fondées sur le respect et la déférence. De même, elle éloigne le garçon de ses parentes : il ne mange ni ne dort plus avec sa mère ou toute autre femme pouvant la remplacer.

Au cours de la période qui va les mener à l'adolescence, beaucoup de choses vont changer pour la fille et le garçon qui vont devoir assimiler les connaissances mais aussi les rôles et les attitudes spécifiques de leur condition. L'apparence extérieure vient renforcer l'identité sexuée des jeunes. Une *foodley* (« fille qui porte une touffe de cheveux ») laisse pousser ses cheveux et commence à les tresser en signe de son tout nouveau statut ; peu à peu la touffe distinctive disparaît ; les tresses, laissées découvertes et à la vue de tous, sont l'apanage des jeunes filles à marier, les *sindheer* (littéralement « hanches longues »). Elle apprend la décence et la retenue ainsi que les savoirs et savoir-faire propres aux femmes : le tissage, la vannerie, la cuisine, l'éducation des enfants, l'entretien du petit bétail... L'apparition des premières menstrues détermine le passage dans la classe des *sindheer*. Pendant cette période, elle va parfaire sa formation. Elle ne partage plus, depuis quelques années déjà, la case maternelle, mais loge avec deux ou trois consœurs ou encore chez une grand-mère : elle doit faire la preuve de son aptitude à être une femme et à tenir un foyer, montrer qu'elle est apte à se marier et à assumer des responsabilités. Elle prépare petit à petit, de ses mains ou en les monnayant contre des services rendus, les pièces de son trousseau de mariage. Les danses et les chants avec les garçons sont une distraction où elle peut rivaliser d'élégance et espérer être remarquée et donc demandée en mariage à ses parents.

Parallèlement, le garçon *kuray* marque son nouveau statut en se faisant raser complètement le crâne puis laisse repousser ses cheveux qu'il va peigner et graisser de façon à obtenir une coiffure « en boule » caractéristique des *gaashaanqaad*. Souvent élève d'une école coranique, il est aussi formé aux techniques de combat tout en s'occupant des diverses tâches particulières à ses futures fonctions (berger, cultivateur, artisan). La rudesse des travaux menés et les arts martiaux lui font acquérir l'adresse et l'assurance nécessaires à ses futures fonctions de protecteur du clan (*gaashaanqaad* signifie littéralement « porteur de bouclier », donc guerrier, fantassin). Devenu tel, il est placé sous l'autorité de ses aînés et du chef auxquels il doit une obéissance et une soumission aveugles. Il apprend comment s'opère la gestion du groupe (clan, sous-clan) en assistant aux assemblées décisionnelles mais sans pouvoir y prendre la parole, dans les premiers temps du moins. Pendant la période de conscription (qui dure de six à huit ans), le *gaashaanqaad* ne peut se marier mais participe aux danses et aux chants avec les jeunes filles de sa classe d'âge.

Arrivés au terme de la période de conscription, les *gaashaanqaad* et, dans une moindre mesure, les *sindheer*, transmettaient autrefois leur charge à la génération montante au cours de la cérémonie du *laf jabis* (casser l'os). La génération montante des jeunes hommes (encore adolescents) subissait diverses épreuves sous la conduite du chef de la génération sortante. Attachés les uns aux autres par une corde symbolisant l'union et la fraternité, ils prêtaient tous ensemble le serment d'accomplir leur devoir d'initiés : fraternité, hospitalité, assistance réciproque, charité envers les plus démunis, honnêteté, maintien de la paix au sein de leur communauté, défense de celle-ci et obéissance aux aînés. Le serment était suivi d'un festin au cours duquel les nouveaux *gaashaanqaad* sacrifiaient ensemble une vache ou une chamelle : la viande était partagée et mangée, les os, cassés, étaient vidés de leur moelle, laquelle était distribuée puis absorbée par chacun des participants. La génération *gaashaanqaad* sortante recevait au cours de cette cérémonie un nom de baptême, choisi en fonction des faits marquants survenus pendant sa période de conscription, nom transmis aussi aux *sindheer* de la même tranche d'âge. Ainsi dans la région du sud de la Somalie et du nord-Kenya, les noms des générations les plus renommées restent encore dans les mémoires ; ce sont : *Boobto* (conquérants), *Boombi* (oiseaux marabouts), *Majaa* (vipères), *Mulli* (abondance), *Fidhin-dheer* (bien-coiffés). Les jeunes gens des deux sexes, considérés désormais comme de jeunes adultes responsables, sont habilités à fonder un foyer mais aussi à assumer des charges dignitaires croissantes avec l'âge.

La formation des jeunes, tant au niveau du contenu que par les moyens mis en œuvre, est adaptée au milieu et aux conditions de vie : utiliser le milieu mais le respecter, savoir reconnaître les plantes utiles et celles qui sont dangereuses, traquer les prédateurs des troupeaux, apprendre à survivre seul si cela est nécessaire mais aussi à vivre au sein de la communauté. Apprendre aussi que la communauté reconnaît des droits à chacun de ses membres et assure sa protection (juridique, matérielle, contre les agressions...). Les troupeaux, les points d'eau et les pâturages – objets de convoitise en milieu semi-désertique –, mais aussi les cultures doivent être défendus des attaques des clans voisins. Les *razzias*, menées et subies, font partie du système de défense du groupe mais sont strictement codifiées. La

capture de dromadaires – seul animal domestique pris car source de prestige – est un acte de bravoure qui ne concerne que les hommes. Les femmes, les enfants, les infirmes et les personnes âgées, de même que les dignitaires, ne doivent pas être attaqués ni être totalement affaiblis par la capture ou le massacre des troupeaux de menu bétail (chèvres, moutons, ânes, bovins). En effet, de tels actes sont considérés comme lâches, ce qui vaudrait à leurs auteurs des quolibets très dépréciatifs, mais aussi le devoir de réparer la faute en restituant les troupeaux razzisés et en versant une compensation prélevée sur les troupeaux de leur propre communauté. Cette dernière est indispensable pour éviter que n'éclate une guerre du bétail et du sang qui aurait pour but la vengeance. Le clan assume donc collectivement les erreurs de ses jeunes (à l'exception des cas de vol et de viol).

La formation religieuse est réservée aux garçons auxquels elle confère un supplément de dignité. Elle se situe toutefois à différents niveaux. Le tout premier limite les connaissances à la récitation par cœur des principales sourates du Coran et des prières usuelles. Le second correspond à la connaissance de l'ensemble du Coran, niveau qui permet à celui qui l'a atteint de l'enseigner à son tour. L'élève coranique volontaire peut suivre une formation plus poussée, dans des domaines spécifiques (jurisprudence, interprétation du Coran...), ce qui l'amène le plus souvent à quitter sa famille pour de longues années (il est alors *xer*: étudiant en religion). Cette formation assure prestige et avenir (métier) à celui qui l'entreprend ainsi qu'à toute sa famille qui « fait le sacrifice » d'un garçon et le dispense dès lors de la formation séculière (élevage, arts martiaux).

Au cours des quinze années écoulées, le jeune, jugé auparavant irresponsable, immature et sans personnalité définie, a acquis des notions telles que le sens du devoir, envers sa famille et son groupe, la mesure de ses actes et s'est glissé dans le moule: il s'est socialisé. La socialisation du jeune se fait au sein de sa classe d'âge: tous les garçons de la même génération sont formés simultanément, subissent les mêmes épreuves, les mêmes rites initiatiques, et se portent aide et soutien mutuels. Ils forment ainsi un groupe cohérent, aux liens étroits. Les filles de la même génération subissent elles aussi des épreuves. Toutefois, la cohésion de leur groupe est moins manifeste car elles quittent en général leur famille et leur clan, pour rejoindre ceux de leur époux. Les épreuves formatrices, parfois rudes, s'avèrent enrichissantes du point de vue des connaissances acquises et aboutissent à la reconnaissance des jeunes comme membres d'une même classe d'âge mais aussi à leur reconnaissance en tant qu'individus, c'est-à-dire des adultes responsables.

Le rôle des aînés est d'accompagner cette maturation, soit en infligeant des réprimandes et des punitions (lors des manquements aux devoirs), soit en prodiguant des conseils (transmission des connaissances) et des encouragements. Ils montrent aussi l'exemple par leur attitude, dans la vie quotidienne, dans leurs relations avec les parents proches ou éloignés, avec les voisins, ou encore lors des assemblées. Ce sont les aînés, néanmoins, qui prennent toutes les décisions concernant la communauté et les jeunes générations ne peuvent que s'y soumettre.

La prise en charge de l'éducation globale des jeunes dans le système traditionnel, telle que décrite ci-dessus, a évolué au cours de ce siècle. Certains rituels ont disparu, comme la cérémonie de passation du devoir de défenseur (le *laf jabis*) et

certaines pratiques se sont adaptées aux nouvelles données économiques (utilisation d'armes à feu, nouvelles techniques pastorales et agricoles) et politiques (scolarisation des enfants). Chez les *reer Baarre* et les *gibil cad*, l'éducation des jeunes générations est aussi habituellement menée par l'ensemble de la communauté, en fonction de leur origine. Dans les villes et les gros bourgs, la scolarisation tient une place assez importante: le maître d'école (que celle-ci soit de type européen, madrasa ou coranique) se substitue aux aînés. Ceux-ci, hormis ceux de la sphère familiale proche, ont donc moins d'ascendant sur les jeunes générations et leur contrôle est moins prégnant. Les cités ont, comme les campagnes plus traditionalistes, leurs « générations phares »: le terme *Almadar* désigne, dans le nord, la première génération qui a fréquenté les écoles coloniales dans les années cinquante; *Leege* (Ligue) identifie les membres du parti Somali Youth League, fondé en 1943 et ayant œuvré à l'avènement de l'indépendance somalienne; *Hanoolaato* (« Vive [la Somalie] ») caractérise les jeunes manifestants des années 1948-49 qui militaient pour le maintien de l'ensemble du territoire somali sous une seule autorité de tutelle devant préparer l'indépendance. Plus récemment, le nom *Jannaale* (Au paradis) a été donné aux hommes, le plus souvent assez jeunes, qui sont partis vers les pays du Golfe en plein boum pétrolier (fin des années soixante, début des années soixante-dix) et qui gagnaient de véritables fortunes (en comparaison des salaires somaliens) pour des emplois subalternes.

Cette habitude de désigner les générations par un sobriquet se retrouve aussi au sein de l'armée: *Cali Tubaako* (Ali qui chique) désigne les recrues de l'armée coloniale des années 1940-1945 et qui devinrent ensuite les officiers de l'armée somalienne (en 1960), *Cali Boobahaye* (Ali qui razzie) est la promotion de l'indépendance (1960), *Caananuug* (Téteur de lait) renvoie aux très jeunes hommes devenus rapidement officiers et sous-officiers de l'armée régulière, à la fin des années quatre-vingt<sup>3</sup>.

### ***Mooryaan, dayday, jirri... et autres teknikal***<sup>4</sup>

L'éclatement de la guerre civile somalienne a fait surgir des bandes armées d'une extrême violence et dont la moyenne d'âge était alors d'à peine 16-17 ans. Diversement appelés, *mooryaan, dayday, jirri, dhafoor-qiiq*, selon leur appartenance clanique (Hawiye, Isak et Darod), ces jeunes gens commettent toutes sortes d'actes délictueux, du vol à la tire au pillage systématique, du passage à tabac au meurtre et au viol. Les termes employés pour les désigner sont révélateurs du mépris et de la crainte qu'ils inspirent. *Mooryaan* désigne, dans le dictionnaire somali [Yaasin Kenaadiid, 1976], une personne déshéritée, qui a été pillée et a tout perdu, qui est démunie de sens moral. Mais le *mooryaan* est aussi une fourmi noire, de type fourmi légionnaire, qui se déplace en colonnes de milliers d'individus en

3 J'ai entendu certains des noms de générations donnés dans cette partie et dans la troisième lors de mon enfance et adolescence à Mogadiscio, ou lors de mes séjours épisodiques en Somalie lorsque j'étais étudiant et, plus tard, lors d'enquêtes de terrain. La plupart d'entre eux ont été mentionnés dans mon mémoire d'HDR (1998).

4 Forme « somalisée » de l'anglais *technical*.

laissant derrière elle le sol à nu. Dans certaines zones humides, *mooryaan* s'applique à un ver parasite pouvant infester les humains. Le *jirri* ou *jerri* est un oiseau mangeur de tiques et buveur du sang des hôtes des tiques et qui, dit-on, picore ceux-ci jusqu'à les faire mourir en les vidant de leur sang. Les termes *dayday* (fouineur) et *dhafoor-qiiq* (fumée aux tempes, donc tête brûlée) sont moins pittoresques mais tout aussi révélateurs<sup>5</sup>.

La plupart de ces expressions sont apparues avec la guerre civile qui leur a donné une connotation nouvelle. Le terme *mooryaan* a été utilisé pour la première fois dans le sens de délinquant lors d'un discours politique public prononcé par le général Ahmed Jil'ow Addo (alors chef des Services de sécurité) en décembre 1990. Il stigmatisait ainsi des gangs de jeunes, concentrés dans certains quartiers de Mogadiscio (peuplés de Habar Gidir Hawiye), qui pratiquaient la rapine et le pillage. Ce discours servit à justifier l'attaque par les forces de police des quartiers concernés afin de capturer ces bandes mais aussi d'arrêter des adultes membres de l'United Somali Congress (USC), parti d'opposition clanique [Marchal, 1997 : 197]. Ces bandes étaient à l'époque surnommées *droogo* (drogués<sup>6</sup>) par la population car la plupart de leurs membres étaient de grands consommateurs de *qaat*, combiné à des amphétamines, des tranquillisants et/ou des excitants<sup>7</sup>. Il est fort probable que ces jeunes aient été manipulés par les anciens (les aînés) de leur clan afin qu'ils apportent leur soutien à l'USC<sup>8</sup>. L'entrée des « troupes régulières » de l'USC dans Mogadiscio (janvier 1991) leur a donné l'occasion de déchaîner leur haine contre le régime de Siad Barre et contre toute la population non hawiye de la ville. Les chefs de guerre les ont « récupérés » à leur profit. Contre argent et *qaat* et avec un désir de vengeance aveugle, ils ont semé la terreur, en s'en prenant en particulier aux Darod (1992-1993).

Leurs actions contre les populations non hawiye ont provoqué la formation de groupes similaires: les *jirri* (Darod) et les *dhafoor-qiiq* (Darod Majerten). Ceux-ci, se servant des mêmes techniques, s'attaquent en particulier aux biens hawiye. Les *jirri* se sont d'abord formés dans le Nugal, mais leur exemple s'est ensuite propagé

5 Les définitions proposées ici ont été recueillies lors d'enquêtes sur le terrain en 1992, 1993, 1994 d'une part, et lors de la conférence d'Arta (Djibouti) de mars à septembre 2000, d'autre part. Lors de cette conférence, j'ai pu rencontrer de nombreux chefs traditionnels et des chefs de guerre qui y ont participé ainsi que d'anciens *mooryaan*, terme pris dans son acception la plus large.

6 *Droogo* désigne aussi un bataillon de l'armée régulière, attaché à la Garde présidentielle, dont les recrues étaient de véritables brutes envoyées pour réprimer très sévèrement les mouvements d'opposition et les populations les soutenant (meurtre des hommes, destruction des citernes à eau, saccage et pillage des maisons, etc.).

7 Le *qaat* (ou *khât*) est une plante euphorisante dont on mâche les jeunes pousses et les jeunes feuilles, de préférence fraîchement cueillies. Traditionnellement appelée « nourriture des saints », elle était réservée à l'usage des religieux pendant leur période de méditation avant de devenir accessible à un plus grand nombre du fait de l'amélioration des moyens de transport. Pendant la guerre civile, le *qaat* a été la seule denrée qui n'a jamais manqué: une piste d'atterrissage a toujours été maintenue ouverte et protégée de tous les groupes, pour permettre son arrivage quotidien.

8 J'ai rencontré, en juin 1991, dans le sud de la Somalie, des personnes qui avaient fui Mogadiscio. Plusieurs m'ont rapporté que, dans les jours qui suivirent la constitution du gouvernement de transition de janvier 1991 (lequel a d'ailleurs fait long feu), des hommes étaient allés trouver l'un des chefs traditionnels les plus renommés en Somalie pour obtenir son soutien en faveur du désarmement des miliciens. Celui-ci leur répondit par la négative, arguant que « cela fait vingt ans que nous incitons nos jeunes à la révolte, maintenant qu'ils ont pris les armes, on ne va pas leur demander de les déposer ».

dans toutes les villes (à dominante Darod) et à Mogadiscio notamment. Les *dhafoor-qiiq* forment un cas un peu à part car leurs rangs comptent aussi des vétérans – ou leurs fils – des combats menés par le Somali Salvation Democratic Front (SSDF) contre le régime de Siad Barre, dans les années quatre-vingt. Certains, après avoir combattu un temps au sein du SSDF basé en Éthiopie, sont ensuite rentrés en Somalie où ils ont intégré l'armée régulière avant de rejoindre les rangs des opposants Darod (des factions SSDF, Somali Patriotic Movement – SPM, à dominante Ogaden Darod – et Somali National Front – SNF, à dominante Marehan Darod). Les *dayday* sont les miliciens du Somali National Movement (SNM, Isak) et ne sévissent que dans les cités du nord.

Tous ces jeunes, souvent fortement incités par leurs proches (pères, oncles, grands-pères, eux-mêmes membres actifs des partis d'opposition ou sympathisants), ont rejoint, dès avant la guerre civile ou lors de son éclatement, les troupes des partis d'opposition armés. « Fantassins » des chefs de guerre, ils sont de toutes les batailles où, sous l'emprise de la drogue, ils accomplissent des actes de bravoure. Ils se livrent aussi à un pillage systématique de tout ce qui représente l'État ou a un lien avec lui : les statues des héros nationaux, le matériel administratif, hospitalier et scolaire, les voitures de fonction : ce qui est monnayable est emporté, le reste est saccagé. Lorsque la guerre civile s'éternise en une lutte fratricide, d'abord entre alliés de la première heure (SPM, USC et SNM), puis ensuite à l'intérieur même des partis d'opposition, ces recrues à la personnalité déstabilisée par l'abus de drogue et les traumatismes des combats tendent à s'affranchir du commandement. Dès lors, ils se livrent à des pillages contre la population, de préférence « ennemie », mais sans que cela soit une règle absolue. Ils commettent les pires atrocités au nom des clans : meurtres, tortures, massacres de familles entières, viols, pillages en tout genre y compris des convois humanitaires, etc.

Différents des *burcad* (« massues blanches »), bandits de grand chemin qui sévissent dans les campagnes, les groupes précédents représentent un phénomène typiquement urbain. Basés en ville, leurs actions se portent à l'intérieur de la ville. On peut les classer en deux types : les groupes évanescents et les groupes structurés. Les premiers se constituent spontanément : des jeunes du même clan se retrouvent ensemble pour mâcher du *qaat* et décident de se lancer à l'aventure. Ils se choisissent une cible, passent à l'attaque sans préparation particulière, prennent leur butin, le partagent et se séparent. Chacun retourne dans sa famille ou chez des amis de la famille, le milieu ayant en général très peu de prise sur eux, mais tirant toutefois profit de leurs trafics, et le plus souvent les craignant. Toute l'action dure quelques heures au plus. Les groupes structurés pratiquent le racket, le vol mais aussi l'enlèvement de personnes, notamment de femmes en vue de les enfermer dans des maisons où elles sont à la disposition du groupe ravisseur. Les membres de ces groupes structurés vivent ensemble ou dans un voisinage très proche et gardent des contacts permanents. Les uns et les autres sont cependant très armés et possèdent des *technical cars*, des camionnettes civiles transformées en machines de guerre, équipées d'une mitrailleuse lourde ou autre pièce d'artillerie, et transportant en général cinq à six hommes en armes (kalachnikov). Ces deux types de groupes obéissent à un chef de guerre duquel ils prennent les ordres. Ils participent en tant que soldats aux actions dictées par celui-ci, mais leurs instants

libres sont occupés à l'accumulation de richesses en vue de trocs ou pour leur usage personnel (voitures, appareils électroménagers, postes de radio ou de télévision, bijoux, vêtements, etc.).

Aujourd'hui, le terme *mooryaan* s'est généralisé à tout homme vivant des armes à feu, pillard, racketteur ou kidnappeur. À lui seul, le *mooryaan* incarne toutes les délinquances et inspire la crainte. Il justifie ses actes comme faisant partie de la culture de *razzia* des Somali, mais cette référence à la tradition n'est qu'un prétexte. Les actes commis se placent hors du cadre des réparations possibles, donc hors du contexte traditionnel.

### D'un extrême à l'autre

Les *gaashaanqaad* et les *mooryaan* représentent des jeunes appartenant à deux mondes diamétralement opposés. Sensiblement du même âge, les premiers ont pour vocation de protéger les intérêts de leur clan tout en sauvegardant au mieux la vie, alors que les seconds, prétendant agir au nom de leur clan, s'autorisent les pires crimes. Le processus qui a rendu possible ce délabrement du tissu social est complexe et combine de nombreux facteurs.

### Des signes avant-coureurs

L'éducation des jeunes par leur groupe social a subi une lente érosion : certains rites ont disparu, les contenus se sont adaptés à l'évolution sociale. Néanmoins, le système des classes d'âge a poursuivi sa tâche de formation et de socialisation des jeunes, en tentant de surmonter les difficultés de plus en plus grandes liées à l'apparition de phénomènes nouveaux qui bouleversent les mentalités.

La colonisation apporte un premier lot de changements. Les salaires versés à des chefs traditionnels les désacralisent d'une part, déstabilisent l'équilibre des forces interclaniques d'autre part. Ce dérèglement s'aggrave après l'indépendance et plus particulièrement avec les premières mesures prises par Siad Barre. En effet, le socialisme scientifique veut éradiquer toute forme de tribalisme ; la mention de la filiation clanique est donc prohibée et par conséquent, l'existence des chefs traditionnels niée. Mais dans le même temps, tout est fait pour valoriser la culture somali. Ainsi, les chefs traditionnels deviennent des *nabaddoon* (« gardiens de la paix ») ou des *samadoon* (« bons offices »), salariés de l'État ou remplacés en cas de désaccord par des chefs nommés par le gouvernement. Un autre effet de la colonisation est le développement des villes. Leur accroissement fait naître de nouvelles occupations (mécaniciens, charpentiers, maçons, terrassiers, femmes de ménage...) et de nouvelles classes sociales (marchands, fonctionnaires) qui attirent une partie de la population rurale. Simultanément, les modes de production se modifient. La privatisation des troupeaux, du fait de l'exportation vers les pays de la péninsule arabe (en très forte augmentation à partir des années soixante), qui bénéficie à un nombre restreint de familles au sein des clans, crée des fractures au sein de ces derniers. De même, la privatisation et l'industrialisation des terres cultivables méridionales modifient les rapports sociaux entre les clans. Le travail est salarié, mais ne peut être fourni à tous les membres de la communauté. Les bénéficiaires dégagés

par les ventes ne sont pas redistribués au sein de la famille au sens large qui dès lors se désagrège car elle ne peut plus remplir sa fonction de protection sociale (solidarité et entraide). Par ailleurs, ces modes de production ont un impact important sur le milieu qui devient plus sensible aux variations climatiques (sécheresse de 1974-75, de 1984), avec des conséquences désastreuses pour les populations. Ceci entraîne un nouvel exode, d'ordre économique, qui touche toutes les générations. La ville exerce aussi des attraits multiples : facilités d'emploi, de scolarisation, d'accès aux soins, possibilités de promotion sociale et revenus supérieurs à ceux des campagnes. Pour les jeunes, la ville permet en plus une liberté certaine vis-à-vis de la communauté et du groupe familial, même si, le plus souvent, le jeune loge chez un parent. Les possibilités d'emploi et par conséquent d'envoi de dons en argent à la famille restée en arrière sont souvent prises comme prétexte pour justifier le départ vers la ville. Les liens familiaux, même distendus, permettent d'envisager un retour au village en cas d'échec.

Ainsi, des jeunes en grand nombre et par vagues successives partent à la conquête de la ville et de l'émancipation. Les *Kaba cad* (« souliers blancs ») sont des précurseurs : au moment de l'indépendance, les villes sont en pleine croissance et leur offrent de nombreuses opportunités. Ces jeunes, économiquement bien plus riches que leurs frères des campagnes, marquent leur nouveau pouvoir par la tenue vestimentaire, dont les chaussures blanches sont le point de mire d'entretien difficile, elles sont un signe extérieur d'aisance). Plus tard, en 1972-1973, des jeunes par milliers, ayant achevé le cycle intermédiaire<sup>9</sup>, bénéficient d'une formation accélérée (lancement de la campagne d'alphabétisation) leur permettant d'enseigner dans le primaire. Pour la plupart, ils n'ont pas encore 18 ans lorsqu'ils perçoivent leur premier salaire qui fait brutalement d'eux des adultes. Leur refus de se soumettre au contrôle des aînés les a fait surnommer *caasi*, insoumis. Ils manifestent leur émancipation non seulement par leur tenue vestimentaire mais aussi par la musique qu'ils écoutent (reggae, jazz, chants somali modernisés, fréquentation des boîtes de nuit), les produits qu'ils consomment (déodorants en aérosols, boissons gazeuses...).

Le flux massif de réfugiés après la guerre de l'Ogaden (1977-78) puis la montée en puissance des mouvements armés d'opposition (à partir de 1981) vont transformer l'exode rural volontaire en un exode forcé. Fondés sur les appartenances claniques et contestant le pouvoir de Siad Barre et de « sa famille » au profit de leur propre clan, ces rebelles pratiquent la technique du harcèlement. Leurs actions, dirigées contre les sites d'État (projets gouvernementaux, administrations, écoles, hôpitaux...) ou contre les populations liées au gouvernement (liens claniques), provoquent la réaction brutale de ce dernier. Les villages ou les quartiers suspectés d'abriter les opposants sont investis par les troupes et mis à sac ou purement et simplement bombardés. Les militaires confisquent les biens des suspects, souvent dévolus ensuite à leur usage privé, et pratiquent une forme de razzia d'anéantissement. Les fronts d'opposition claniques n'agissent pas mieux : sous prétexte de venger les populations réprimées, ils commettent de nouvelles

---

9 Le cycle intermédiaire somalien est approximativement équivalent au cycle secondaire français.

exactions. Ils s'en prennent aussi aux populations de leur propre clan lorsque celles-ci refusent de les soutenir matériellement. Les villes deviennent donc un refuge, pas toujours très efficace, contre la misère des campagnes et contre les risques liés aux guérillas rebelles. Ainsi Mogadiscio abrite deux millions d'habitants en 1989<sup>10</sup>. Les quartiers périphériques sont insalubres : les services sanitaires et médicaux, les infrastructures permettant la fourniture régulière de nourriture et d'énergie sont incapables de répondre à la demande. Le taux de chômage y est très important et chacun survit comme il peut, en bénéficiant de la solidarité familiale ou des aides collectées par les associations religieuses, ou encore en effectuant des travaux journaliers. Les trafics en tout genre deviennent la règle : drogue, *qaaf*, denrées de contrebande ; l'insécurité s'accroît : vol à la tire, à l'arraché, prostitution. Les jeunes acteurs de ces trafics, souvent eux-mêmes consommateurs de drogues, sont surnommés *droogo* (« drogués ») ou *ciyaal koola* (« sniffeurs de colle »). Les quartiers se forment par affinités claniques et les revenus générés par les diverses combines y sont plus ou moins bien redistribués. Les familles monoparentales, des mères et leurs enfants, y sont relativement nombreuses. Le père est absent, soit parce qu'il a été tué par les soldats ou les mouvements d'opposition, soit qu'il ait rejoint l'un d'entre eux ou encore qu'il soit parti à l'étranger (pays du Golfe notamment) pour trouver du travail et sortir sa famille du cercle infernal de la misère. Les mères, sans ressources et souvent sans attaches familiales en ville (c'est-à-dire un parent plus ou moins proche vers lequel se tourner pour trouver un soutien), essaient tant bien que mal de survivre avec leurs enfants. Ces migrants comptent dans leurs rangs un nombre non négligeable d'orphelins des deux parents, du fait de la guerre civile larvée. Ces deux catégories de jeunes, en l'absence d'une autorité parentale forte et souvent traumatisés par les drames vécus, vivent dans les rues où ils exercent des petits boulots (cireurs de chaussures, porteurs, ramasseurs de bois...) et s'adonnent au vol à la tire en complément de leurs activités rémunérées. Obligés de se prendre eux-mêmes en charge, ils réfutent l'autorité des aînés et leur refusent tout droit de regard sur leurs activités. Ils vivent en bandes, à même la rue ; on les nomme *dibjir* (diversement interprété « traînard », « sans niche » ou « dors-la-rue »), *ciyaal-suuq* ou *dibadyaal* (« enfants de la rue »).

### *L'échec de l'éducation institutionnalisée*

La politique éducative des autorités coloniales, puis des gouvernements somaliens, vise à long terme la scolarisation de l'ensemble des jeunes et leur formation à un métier. La prise en charge des jeunes passe donc, pour une partie d'entre eux et en un demi-siècle, des mains des anciens à celles des instituteurs et des enseignants : les écoles primaires se multiplient dans les villes et les campagnes ; des collèges et des lycées sont implantés dans les chefs-lieux. Les contenus enseignés, différents de ceux traditionnellement dispensés par les anciens, et les perspectives d'embauche qu'ils offrent, contrecarrent l'autorité des aînés. Cependant, les écoles

---

10 Chiffre avancé par la mairie de Mogadiscio lors d'une visite en juillet 1989. Il englobe la ville, sa banlieue et ses bidonvilles.

coraniques continuent de dispenser leur enseignement religieux et s'ouvrent progressivement aux filles.

La crise économique, à partir de la fin des années soixante-dix, va anéantir le projet éducatif ainsi que l'ensemble des programmes de développement prévus. La guerre de l'Ogaden met à plat l'économie du pays déjà ébranlée par la sécheresse de 1974-1975. L'arrivée massive des réfugiés de l'Ogaden (estimée à un million d'individus), le renversement des alliances politiques au niveau international <sup>11</sup> et la montée des mouvements armés d'opposition exacerbent la crise. L'intervention du FMI et de la Banque mondiale, loin de favoriser un redressement salutaire, aggrave la situation par des mesures drastiques: dévaluations du shilling, privatisation des services (vétérinaires, santé), licenciements massifs (de fonctionnaires) et des erreurs de jugement (absence de programmes alimentaires d'urgence, non-conservation de l'eau, augmentation des aides sous forme de dons alimentaires qui modifient les habitudes et minent les marchés locaux) [Chossudovsky, 1998]. Au niveau de l'éducation, la crise économique se traduit par un budget alloué de plus en plus faible. Les manuels, le matériel et les bâtiments scolaires ne sont plus renouvelés ou entretenus. Les écoles, notamment dans les campagnes, sont fermées. Les salaires des enseignants stagnent alors que l'inflation galope. Ainsi, les *caasi*, fers de lance de l'éducation en 1972-1973, deviennent les laissés-pour-compte du gouvernement. Pour subvenir à leurs besoins, ils sont obligés d'occuper un second emploi et négligent donc leur tâche d'enseignants. Par ailleurs, la fréquentation de l'école ne garantit plus une embauche, en raison du taux de chômage croissant. La politique clientéliste du gouvernement qui, par le jeu des alliances claniques, place un nombre toujours croissant de personnes à des postes élevés et bien rémunérés, alors qu'ils n'ont pas les qualifications requises (c'est le cas, par exemple, des *caananuug*, dans l'armée), provoque aussi un désintéret pour la formation scolaire et la fréquentation des élèves s'en ressent.

### *Une socialisation inachevée*

Au cours des années quatre-vingt, se met en place un processus de marginalisation des jeunes, assorti d'une forme de manipulation politique.

D'une part, les jeunes ne peuvent bénéficier d'une éducation ni formelle (institutionnelle) ni informelle (par les aînés), sauf rares exceptions. Leur avenir n'est plus assuré: le chômage et le manque de formation sont la négation de leur devenir. De fait, ils restent « jeunes » plus longtemps dans la mesure où ils ne peuvent assumer de rôle social (travail régulier, fondation d'une famille). Certains ne sont pas pris en charge par leurs parents, eux-mêmes occupés à la recherche de moyens de subsistance ou décédés, et se voient contraints de s'assumer, en étant journaliers, sans pour autant être reconnus par la société. La mort physique du père, dans ce contexte, ne peut leur donner la « satisfaction consolatrice » de devenir l'adulte

---

<sup>11</sup> Avant la guerre de l'Ogaden, l'Union soviétique était alliée à la Somalie, mais entretenait des relations avec l'Éthiopie. Pendant cette guerre, l'Union soviétique a tenté de réconcilier les deux pays en créant une *pax sovietica* qui les aurait alliés. Mais son soutien à l'Éthiopie provoqua un désaccord avec la Somalie qui dénonça les accords antérieurs et chercha à s'allier aux États-Unis.

qui prend en charge le bien-être de la famille. Leurs activités économiques conjoncturelles, plus ou moins légales, les rendent irrecevables dans la catégorie des adultes responsables et les maintiennent dans le statut de *gaashaanqaad* incontrôlables par les aînés.

D'autre part, leurs repères sociaux sont faussés : ce sont corruption, détournements de biens publics, répression, clientélisme, chômage... L'exemple des hauts fonctionnaires et des fonctionnaires « bien vus » par le régime, qui confondent biens publics et biens privés et qui bénéficient de nombreux avantages, attise leurs convoitises et leurs rancœurs. L'attitude même de leurs anciens est déstabilisante. Des pères, des oncles, des voisins rejoignent les mouvements d'opposition au gouvernement et exercent sur leur propre famille, leur propre clan, un chantage odieux : ou soutien logistique ou pillage. Les chefs traditionnels les poussent à adhérer aux mouvements d'opposition pour renverser le dictateur et conquérir le pouvoir pour leur propre clan. Aussi bien la corruption des uns que l'acrimonie des autres contribuent à la destruction de l'image des adultes et des pères, censés montrer l'exemple aux plus jeunes et les protéger.

C'est donc toute une génération de jeunes frustrés, déçus et sans avenir qui s'est construite au cours des années quatre-vingt et qui exprime sa révolte dans des actes de délinquance ou dans l'adhésion aux partis d'opposition. Les chefs de guerre, avec l'aval de certains chefs traditionnels, ont su se servir de cette rancœur et de cette insatisfaction accumulées pour diriger celles-ci contre le régime dictatorial dans un premier temps et contre les populations civiles ensuite. La constitution des groupes *mooryaan*, *jirri*, *dayday*, *dhafoor-qiiq* est une réponse aux frustrations, l'aboutissement d'une dégradation sociale, peut-être le dernier chaînon d'une succession de générations de *gaashaanqaad* de moins en moins capables de concilier les traditions et la modernité. Par leurs actes barbares et violents, ces jeunes ont pris ce qui leur avait été refusé : le plaisir (drogue, alcool, sexe), l'argent, un toit...

## Situation actuelle

Depuis le départ des troupes onusiennes de l'opération *Restore Hope*, la situation des jeunes a quelque peu évolué. Le départ (1992) puis la mort du dictateur Siad Barre en exil (1994) ont ôté un risque, celui de le voir lever des troupes de partisans en nombre suffisant pour reprendre sa place dans Mogadiscio. Les soldats de *Restore Hope*, même s'ils n'ont pu parvenir à une solution politique au conflit, ont permis l'établissement d'un certain retour au calme. Leur départ n'a pas provoqué l'explosion de violence que beaucoup annonçaient. Les conflits entre factions se sont portés au sein des factions, jetant *jirri* contre *jirri*, *mooryaan* contre *mooryaan*, *dayday* contre *dayday*. Une sorte de statu quo politique s'est installé et les groupes de pillards se recomposent au gré des alliances entre les chefs.

Les *mooryaan* se sont transformés quant à leur recrutement et leur comportement. Dans le nord (Somaliland, autoproclamé en mai 1991), la majeure partie des *dayday* a été démobilisée avec succès. Cela tient sans doute au fait que dans cette région, les conflits interclaniques ont rapidement cessé et un retour à la normale a pu s'amorcer assez vite. Les jeunes ont donc été réemployés à d'autres activités

(scolarisation, formation, travail), y compris le maintien de l'ordre dans un cadre institutionnalisé. Toutefois, des conflits se sont produits en 1995 et 1996 entre les partisans du président Egal et ceux d'Abdirahman Tur (président jusqu'en 1993). De même, dans le nord-est (Puntland, fondé en mai 1998 après l'échec de la conférence du Caire), une grande partie des *jirri* et des *dhafoor-qiiq* liés au SSDF ont aussi été démobilisés, avec succès, car la région a été relativement épargnée par la guerre civile (conflits entre SSDF et l'Ittihad en 1992). Ailleurs en Somalie, des chefs traditionnels, dont beaucoup se sont rendu compte que le soutien aux factions d'opposition avait été une erreur, ont pu convaincre un certain nombre de miliciens (*mooryaan* au sens large) de réintégrer leur communauté et leur famille et exercent à nouveau un contrôle sur leurs actes (Jubaland, Hiran, Centre). Ainsi, ces jeunes, au service de leur communauté, semblent avoir retrouvé le statut de *gaa-shaanqaad*, mais des dérapages subsistent. D'autres ont été récupérés par les tribunaux islamiques qui les ont « rééduqués » et les utilisent au sein de leur propre police. Toutefois, cela ne garantit pas que leur comportement est à la hauteur de l'éthique musulmane. D'autres encore assurent la protection des marchands et commerçants qui ont tiré profit de la guerre civile et qui ont accumulé de nombreux biens au cours de celle-ci. Ces hommes d'affaires ont d'ailleurs participé à la constitution de tribunaux islamiques, afin de rétablir un certain ordre favorisant les relations commerciales. D'autres miliciens enfin sont restés au service des chefs de guerre, mais se paient en rançonnant la population et en pratiquant le racket aux *check-point* qu'ils établissent entre les différents quartiers des villes. En fait, ils ne contrôlent souvent que quelques rues et cette action de contrôle ne dure que le temps de leur présence. Leur activisme n'a plus ni impact politique ni justification économique et est décalé par rapport à l'évolution actuelle de la Somalie. Ils n'ont pas d'avenir dans le processus qui depuis quelque temps s'est mis en place dans la société somalienne.

### **Les *mooryaan* et la conférence d'Arta**

Contrairement aux précédentes conférences pour la paix dont les seuls signataires ont été les chefs de guerre et qui n'ont jamais eu d'application sur le terrain, la conférence d'Arta a fait se rencontrer, en plusieurs étapes, des intellectuels, des chefs traditionnels, des doyens d'âge, des hommes religieux, des femmes et des hommes d'affaires. Son originalité est multiple. Elle a réuni à la fois les garants de la morale traditionnelle, ceux de la morale religieuse et les représentants de la modernité. Elle a mis en présence des victimes et leurs bourreaux, des laïcs, des femmes et des fondamentalistes, des membres de l'ancien régime de Siad Barre et des chefs de l'opposition armée. Une charte, un parlement et un gouvernement de transition ont été mis en place, appareil complété par la publication d'un certain nombre de résolutions. Cependant, elle n'a pas réussi à obtenir le soutien ni la participation des dirigeants du Somaliland et du Puntland, malgré plusieurs invitations, et certains chefs de guerre du sud de la Somalie ne veulent pas reconnaître la légitimité du gouvernement de transition. Au niveau régional, si elle a bénéficié de la logistique djiboutienne, elle n'a pas l'approbation de l'Éthiopie. La communauté internationale reste timide.

La conférence d'Arta permet de retrouver quelque espoir et tout du moins de penser l'avenir. La situation des miliciens et des délinquants de la guerre civile y a été abordée et un cadre juridique et légal a été proposé pour leur intégration. Le moyen envisagé est leur désarmement et leur réinsertion, dans le respect de la personne et après formation, dans la société civile pour les associer à la reconstruction du pays. La société civile somalienne, après dix années de guerre et à l'issue de cette conférence, a donc choisi de prendre en charge l'ensemble de cette génération perdue et de lui proposer une réintégration dans le cadre normal de la société et du système d'éducation pour en faire des citoyens comme les autres [communiqué du 17 juillet 2000, sécurité intérieure, 7; Charte : 6<sup>e</sup> partie, article 38, alinéas 2, 5 et 6]. La tâche du gouvernement de transition sera d'autant plus difficile que la réinsertion des jeunes n'est qu'un chantier parmi d'autres (réunification de Mogadiscio, convaincre les chefs de guerre récalcitrants de s'associer au processus, ainsi que les dirigeants du Somaliland et du Puntland, remise en route réelle des services, rétablissement de l'ordre) et que les moyens financiers lui font cruellement défaut, même si les hommes d'affaires lui ont avancé des fonds.

\*

L'apparition du phénomène des *mooryaan* et autres *jirri*, *dayday*, etc., acteurs de destructions massives sur les biens et les personnes, entraînés dans cette voie par la déstabilisation de leur environnement, est symptomatique de changements profonds au niveau des mentalités et de la société somaliennes. Mis en avant de la scène pendant la guerre civile, manipulés sans doute, à la recherche de nouveaux repères et de nouveaux modèles, se nommant eux-mêmes *teknikal*, ces jeunes sont le pendant anormal de ce que les *gaashaanqaad* représentent de normalité pour leur classe d'âge, tout en faisant acte d'amoralité plutôt que d'immoralité.

Leur comportement destructeur, qui évoque un choc des cultures en réponse sans doute aux problèmes économiques et politiques posés par l'ouverture de la société somalienne au monde, est la réaction d'un groupe d'âge rapproché, motivée à la fois par un besoin de révolte, de se venger, de démolir et de s'enrichir. Constitués d'individualités immatures car ayant pour la plupart échappé à toute forme d'éducation, ces groupes correspondent aujourd'hui à une impasse politique et sociale et posent un défi au nouveau gouvernement de transition pour restaurer une paix qui soit universelle.

#### BIBLIOGRAPHIE

- ACTION CONTRE LA FAIM [1999], *Géopolitique de la faim*, Paris, Puf, 404 p.  
 AHMED I. Samatar (ed) [1994], *The Somali Challenge, from Catastrophe to Renewal?*, Boulder, 297 p.  
 AXDIGA QARANKA EE KU MEEL GAARKA AH JAMHUURIYADDA SOOMAALIYEED [2000], *Carta, Jamhuuriyadda Jabuuti*, Charte nationale de transition de la République de Somalie, Arta, République de Djibouti.  
 BERNAULT F. (dir.) [1999], *Enfermement, Prison et Châtiments en Afrique, du 21<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 511 p.  
 CHOSSUDOVSKY M. [1998], *La Mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 248 p.  
 GRIGNON F. [1999], « Touche pas à mon khât ! », *Politique africaine*, 73 : 177-185.

- JEAN F., RUFIN J.-C. [1996], *Économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 593 p.
- LEGESSE A. [1973], *Gada, Three Approaches to the Study of African Society*, New York, The Free Press.
- LUTTE G. [1997], *Les Enfants de la rue au Guatemala, princesses et rêveurs*, Paris, L'Harmattan, 264 p.
- MARCHAL R. [1997 a], « Forms of Violence and Ways to Control it in a Urban War Zone: the Mooryaan in Mogadischu », in *Mending Rips in the Sky*, Options for Somali communities in the 21st century, Lawrenceville, The Red Sea Press: 193-207.
- MARCHAL R. [1997 b], « Somalie: la normalisation malgré tout? », in *Les Chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala: 209-256.
- MARCHAL R. [1999], « Somalie: la difficile reconstitution au-delà de l'effondrement de l'ordre factionnel », in *Géopolitique de la faim*, Paris, Puf: 57-64.
- MARGUERAT Y. [1997], « Rue sans issue, réflexions sur le devenir spontané des enfants de la rue », communication au colloque *Jeunes, Culture de la rue et Violence urbaine en Afrique*, Abidjan, 5-7 mai, 10 p.
- MARGUERAT Y. [1998], « Les chemins de la rue. Essai de synthèse sur les processus de production d'enfants de la rue en Afrique », communication au colloque *Citadins et Ruraux en Afrique à l'aube du III<sup>e</sup> millénaire*, Yaoundé, 29-31 octobre, 11 p.
- MOHAMED-ABDI M. [1999], « La salida de la crisis somali », in *El Africa que viene*, Barcelone, Intermon: 171-206.
- MOHAMED-ABDI M. [2000], « Les bouleversements induits de la guerre civile en Somalie: castes marginales et minorités », *Autrepart*, 15: 131-147.
- YAASIIN C. Keenadiid [1976], *Qaamuuska Af-Soomaaliga* (dictionnaire de la langue somalie), Firenze, 498 p.